

Réponses reçues par l'ABEVA, de la part des partis auxquels le Memorandum avait été envoyé.

Door ABEVA ontvangen antwoorden, van de partijen aan wie het Memorandum was gezonden.

Note : l'Abeva est bien consciente que son mémorandum a été envoyé assez tard aux partis politiques au regard de la date des élections et qu'il a pu être parfois difficile d'apporter des réponses précises avant les élections. Pour le moment, la NVA, le PVV, le Vlaams belang, le PP, et quelques autres plus petites listes n'ont pas répondu ou pas pu répondre. Le PS a accusé réception. Le lecteur se référera donc aussi aux positions antérieures prises par les partis, notamment dans les récents débats au parlement qui ont conduit à des réformes positives du Fonds amiante. Merci à tous ceux qui ont fait en peu de temps l'effort de répondre de façon la plus complète possible.

Opmerking: Abeva is zich bewust dat haar memorandum een beetje laat aan politieke partijen is gestuurd in het licht van de verkiezingsdatum. Dat maakte misschien moeilijk om grondige antwoorden te geven vóór de verkiezingen. Voorlopig hebben de NVA, PVV, Vlaams Belang, PP en enkele andere kleinere lijsten geen antwoord gegeven of konden ze niet antwoorden. De PS bevestigde ontvangst van ons memorandum. De lezer zal daarom ook verwijzen naar eerdere standpunten van de partijen, vooral in de recente debatten in het parlement die tot positieve hervormingen van het Asbestfonds hebben geleid. Toch dank aan allen die in een korte tijd de moeite hebben genomen om zo volledig mogelijk te antwoorden

Réponse du PS le 7 mai.

Chère Madame,
Cher Monsieur,

Votre mémorandum nous est bien parvenu et nous vous en remercions.

Nous le transmettons immédiatement au Président Elio Di Rupo ainsi qu'au Bureau d'études du Parti Socialiste.

Bien cordialement,

L'équipe PS
Boulevard de l'Empereur 13
1000 Bruxelles

Réponse du MR Le 13 mai

Chère Madame,
Cher Monsieur,

Votre courrier et mémorandum de ce 7 mai dernier nous sont bien parvenus et ont retenu notre meilleure attention. Votre mémorandum ne manquera pas d'alimenter notre réflexion en la matière.

Le Mouvement Réformateur souhaite également une meilleure identification de type de victimes, des secteurs, des professions et de lieux concernés par l'amiante. Améliorer cette connaissance, permettra d'agir en amont et de renforcer la prévention.

Dans ce cadre, une attention particulière doit bien évidemment être portée sur les crèches et les écoles. Nous insistons également pour que les pouvoirs locaux soient également associés dans la gestion du problème.

La question de la levée de l'immunité des employeurs pollueurs a fait débat durant cette législature. Nous souhaitons également qu'un débat puisse avoir lieu sur cette proposition dans le cadre des maladies professionnels et des accidents du travail.

Enfin, nous sommes favorables à un renforcement de l'identification de la présence d'amiante dans les logements ainsi qu'à un renforcement des contrôles de désamiante. De nouvelles solutions doivent en effet également être trouvées dans le cadre de la gestion de déchets.

Nous vous invitons par ailleurs à prendre connaissance de l'ensemble de nos propositions via <http://www.mr.be/programme2019/>.

En vous remerciant pour votre interpellation, nous vous prions de recevoir, chère Madame, cher Monsieur, nos sincères salutations

L'équipe du MR

Antwoord van GROEN 13 mei

Beste,

Vriendelijk dank voor jullie memorandum. Groen is het eens met de eisen die jullie daarin opnemen. De slachtoffers moeten op een correcte manier behandeld worden en daarbij willen we het vervuiler-betaalt-principe toepassen. Op federaal vlak was er recent de recente stap vooruit, al had Groen hier graag verder willen in gaan.

Ook met jullie punten rond preventie (2) en afval (3) zijn we het volledig eens. Wat de saneringen betreft, willen we voorrang geven aan saneringen in het onderwijs en bij jeugdverenigingen; Hierbij vindt u ons Vlaamse voorstel van resolutie met al onze voorstellen, ook ons voorstel van een Vlaams asbestsaneringsfonds om asbestscreenings en -saneringen te bekostigen.

<http://docs.vlaamsparlement.be/pfile?id=1209450>

Met vriendelijke groet,

Studiedienst Groen

Réponse du PTB / Antwoord van het PVDA 13 mai / mei

La lutte contre l'amiante a toujours été une priorité pour le PTB.

Dans notre programme, nous avons toute une série de propositions concrètes dans le but d'avoir une Belgique sans amiante pour 2014 :

- Nous voulons d'ici 2020 dresser une cartographie de l'amiante dans les bâtiments publics et privés, les maisons, les décharges et les sols contaminés. Cette base de données centralisée sur l'amiante sera accessible à tous.
- Les dépôts d'amiante situés à moins de 500 mètres de zones d'habitation seront immédiatement fermés. Nous renforçons les contrôles sur le stockage de l'amiante. Ce stockage doit être sécurisé, de préférence par vitrification.
- Nous revoyons le financement du Fonds amiante et augmentons la contribution de l'industrie de l'amiante à ce Fonds.
- D'ici 2024, nous éliminerons tout l'amiante identifié dans les bâtiments publics et privés, avec une priorité accordée aux écoles et grâce à l'intervention financière du Fonds amiante.
- Nous ratifions la Convention de Lugano sur la responsabilité civile des dommages résultant d'activités dangereuses pour l'environnement et militons activement pour une interdiction totale à l'échelle mondiale de l'extraction et de l'utilisation de l'amiante.

Durant des années, notre pays a été l'un des plus grands consommateurs de plaques d'amiante au monde. On sait déjà depuis des décennies que l'inhalation de fibres d'amiante peut entraîner la mort par cancer. Cependant, sous la pression de la mafia de l'amiante (les sociétés Eternit, SVC et compagnie), il a fallu attendre jusqu'à 1998 avant de voir apparaître une interdiction générale sur l'incorporation de l'amiante dans les matériaux de construction. Des centaines de personnes ont été victimes de l'amiante ou ont perdu des proches des suites d'un cancer de l'amiante. Les personnes qui ont travaillé avec l'amiante ou qui ont vécu à proximité d'une usine de transformation de l'amiante vivent dans la crainte d'être atteintes par le redoutable cancer causé par l'amiante.

L'amiante a été utilisé dans la construction d'innombrables maisons, écuries, abris de jardin et bâtiments scolaires. La plupart des gens ne disposent pas des moyens nécessaires pour le faire enlever par des entreprises professionnelles. Nous voulons que les pouvoirs publics cessent de détourner le regard et s'attellent sans plus tarder à faire de notre pays un pays sans amiante. La Flandre s'est muni d'un plan pour éliminer tout amiante à risque d'ici 2040. Aucune date

butoir n'est fixée en Wallonie et à Bruxelles. Alors qu'aux Pays-Bas, l'élimination totale de l'amiante a été avancée à 2024... Nous aussi, nous devons pouvoir le faire ! C'est pourquoi, nous voulons d'ici 2020 recourir à une base de données centralisée sur l'amiante qui permet de dresser un inventaire de l'amiante dans l'ensemble des bâtiments publics et privés.

Pour éviter que l'amiante ne continue à faire des victimes, même après son élimination des bâtiments, nous fermons les décharges d'amiante actives à moins de 500 mètres des habitations. Les risques pour les riverains de respirer de la poussière d'amiante sont en effet trop élevés, comme à la décharge SVK à Saint-Nicolas-Waes (en Flandre-Orientale). Suite à une campagne résolue d'un comité d'action et du PTB, la fermeture définitive de la décharge SVK a été décidée. Il faut privilégier la vitrification des déchets d'amiante (les faire fondre pour les transformer en un résidu vitreux totalement inerte), la seule méthode qui soit vraiment sûre pour la santé d'après les spécialistes.

En 2015 et 2016, les autorités n'ont pas payé leur contribution au Fonds amiante (qui verse des indemnités aux victimes d'un cancer causé par l'exposition à l'amiante), parce que les réserves du Fonds étaient jugées suffisantes. Mais c'est une vision à court terme qui témoigne d'un manque total de compréhension de l'impact de l'amiante sur la santé. Le temps d'incubation de cancers comme le mésothéliome et l'intervalle qui sépare l'exposition des premiers symptômes peuvent s'élever à plus de cinquante ans. Le Sénat français considère d'ailleurs pour cette raison que le nombre de cancers va continuer à augmenter jusqu'en 2025. Nous sommes donc encore loin du pic. En outre, le Fonds amiante pourrait intervenir aussi dans le financement de l'élimination de l'amiante dans les bâtiments. Pour cette raison, nous continuons à soutenir le Fonds amiante et nous exigeons une augmentation de la contribution de l'industrie de l'amiante à ce fonds.

Nous ratifierons la Convention de Lugano sur la responsabilité civile des dommages résultant d'activités dangereuses pour l'environnement. Nous allons enfin militer activement pour une interdiction totale à l'échelle mondiale de l'extraction et de l'utilisation de l'amiante.

De strijd tegen asbest is steeds een prioriteit geweest voor de PVDA. In ons programma 2019 hebben we een hele reeks concrete maatregelen voor een België zonder asbest in 2024 :

- Met een Centrale Database Asbest brengen we tegen 2020 alle asbest in openbare gebouwen, particuliere woningen, stortplaatsen en verontreinigde bodems in kaart. Deze databank is voor iedereen toegankelijk.
- Asbeststorten op minder dan 500 meter van bewoning worden onmiddellijk gesloten. We verstrengen de controles op de opslag van asbest. Die opslag moet veilig zijn, bij voorkeur door verglazing.
- We herzien de financiering van het Asbestfonds en maken daarvoor meer middelen vrij bij de asbestindustrie.
- Tegen 2024 verwijderen we alle bekende asbest uit publieke en private gebouwen, met prioriteit voor scholen, en financieren dat door het Asbestfonds.
- Wij ratificeren het Verdrag van Lugano betreffende de aansprakelijkheid voor schade ten gevolge van activiteiten die gevaarlijk zijn voor het milieu. Wij streven naar een totaal wereldwijd verbod op de winning en het gebruik van asbest.

Jarenlang was ons land een van de grootste verbruikers van asbestplaten. Al decennialang was bekend dat het inademen van asbestvezels tot dodelijke kanker kan leiden. Toch duurde het

onder druk van de asbestmaffia van Eternit, SVK en co tot 1998 alvorens er een algemeen verbod kwam op het verwerken van asbest in materialen. Honderden mensen werden het slachtoffer van asbest of hebben een familielid dat aan asbestkanker is gestorven. Mensen die met asbest gewerkt hebben of in de buurt van een asbestverwerkend bedrijf woonden, leven met de angst die vreselijke asbestkanker te krijgen.

Er is asbest verwerkt in talloze huizen, stallen, tuinhuizen en schoolgebouwen. Veel mensen hebben niet het budget om dat door professionele bedrijven te laten verwijderen. Wij willen dat de overheid niet langer de andere kant opkijkt maar snel werk maakt van het asbestvrij maken van ons land. OVAM stelt het jaar 2040 voorop om Vlaanderen asbest-“veilig” te krijgen. Maar in Nederland schuift men 2024 naar voor als het jaar om helemaal asbestvrij te zijn. Ook bij ons moet dat kunnen! Daarom willen we tegen 2020 met een Centrale Database Asbest alle asbest in publieke en private gebouwen inventariseren.

Om te voorkomen dat asbest ook na het te verwijderen uit gebouwen nog slachtoffers maakt, sluiten we asbeststorten die op minder dan 500 meter van bewoning actief zijn. De risico's voor de omwonenden zijn dan immers te hoog, zoals bij het SVK-stort in Sint-Niklaas. Door een volgehouden campagne van een actiecomité en de PVDA werd vorig jaar beslist dat het SVK-stort voorgoed dicht gaat. We geven de voorkeur aan verglazing voor de opslag van asbest, de enige echt veilige methode die er volgens specialisten bestaat.

De overheid heeft in 2015 en 2016 geen bijdrage gestort in het Asbestfonds, omdat de reserves van dat fonds zich opstapelen. Maar dat is kortzichtig en getuigt van weinig inzicht in de impact van asbest op de gezondheid. De incubatietijd, de periode tussen blootstelling en de eerste symptomen, kan voor kankers zoals mesothelioom soms meer dan 50 jaar bedragen. De Franse Senaat gaat er daarom van uit dat het aantal kankers tot 2025 zal blijven toenemen. We zitten dus nog lang niet op het hoogtepunt. Bovendien zou het Asbestfonds kunnen tussenkomen in de financiering van de verwijdering van asbest uit gebouwen. We blijven het Asbestfonds daarom financieel ondersteunen en verhogen de bijdrage van de asbestindustrie zelf.

Antwoord van het CD&V 14 mei

Geachte heer,

Asbest heeft door de jaren heen te veel slachtoffers gemaakt. Ook nu nog sterven mensen aan de gevolgen van een asbestvergiftiging. De overheid heeft een verantwoordelijkheid in het voorkomen van nieuwe slachtoffers en het correct vergoeden van zij die in het verleden werden blootgesteld.

In april 2019 keurde de Kamer van Volksvertegenwoordigers enkele voorstellen goed om de werking van het Asbestfonds te verbeteren. Deze voorstellen betreffen concrete verbeteringen voor de slachtoffers :

- Vanaf nu zullen slachtoffers een tussenkomst krijgen vanaf de diagnose, niet meer vanaf de datum van hun aanvraag. Met een maximum van 120 dagen tussen de diagnose en de aanvraag.
- De lijst van de ziektes die in aanmerking komen is aangevuld met longkanker en larynxkanker onder dezelfde voorwaarden als voor beroepsziektes.

- Voor de ergste slachtoffers met mesothelioom, wordt een nieuwe en bijkomende unieke tussenkomst van 10.000 euro voorzien.
- Er wordt een tussenkomst voor begravingskosten voorzien; een geïndexeerd forfaitair bedrag van 1.000€.
- De verjaringstermijn zal tot vijf jaar na de diagnose lopen voor slachtoffers die geen beroep willen doen op het Asbestfonds en zich tot justitie richten.

De doelstelling van CD&V is een asbestveilig Vlaanderen tegen 2040. Tegen 2034 moeten alle openbare gebouwen asbestveilig zijn.

In dit kader werd er door CD&V-minister Joke Schauvliege in 2018 9 miljoen euro verdeeld over de gemeenten om asbestverwijdering te versnellen. Zij kunnen hiermee onder andere burgers ondersteunen bijvoorbeeld via groepsaankopen voor de inzameling en/of verwijdering van asbestafval, of voor het gratis afgeven van asbestafval op het containerpark. CD&V-minister Koen Van den Heuvel stelt dat er vanaf 2019 elk jaar 10 miljoen euro zal worden voorzien. Daarnaast wordt samen met minister Hilde Crevits 7,5 miljoen euro vrijgemaakt om schoolgebouwen asbestvrij te maken.

Daarnaast werd in maart 2019 het ontwerpdecreet rond Milieubeleid goedgekeurd dat tot een versnelde asbestafbouw moet leiden. Het decreet verplicht een asbestinventaris bij elke overdracht van gebouwen met een bouwjaar vroeger dan het jaar 2000. Deze attesten zullen binnenkort dan deel uitmaken van de notariële akte. Zo zal elke koper goed weten of er asbest aanwezig is. Het is de bedoeling dat vanaf 2022 deze attesten ook zullen worden opgenomen in de digitale woningpas.

De afgelopen legislatuur werden zowel op Vlaams als op federaal niveau reeds inspanningen gedaan om nieuwe blootstelling te voorkomen en slachtoffers beter te ondersteunen. De krijtlijnen die Vlaams en federaal werden uitgezet begin 2019 zullen de volgende legislatuur verder moeten worden ingekleurd.

Met vriendelijke groeten,

Réponse de DEFI 15 mai

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre courriel et de vos propositions du 7 mai dernier, lesquels ont retenu mon attention.

Ma collègue Véronique Caprassé, membre de la commission de la Santé publique, et notre collaboratrice à la Chambre Marie-Jeanne Riquet ont suivi les travaux parlementaires qui ont abouti à l'adoption du projet de loi que vous évoquez, et notamment les auditions qui avaient été organisées dans ce contexte.

Elles ont été particulièrement interpellées par la présence d'amiante dans les écoles, et par le manque d'information à ce sujet. Vous évoquez aussi l'armée et la SNCB, la liste des maladies à prendre en compte... Il faut effectivement mieux connaître et évaluer les dépenses non couvertes à ce jour ainsi que les dépenses futures prévisibles puisque l'on sait que de nombreuses personnes risquent de faire appel au fonds après 2025.

L'absence de sanction des personnes physiques ou morales dont la responsabilité a été reconnue en justice nous interpelle également. La plupart de vos revendications nous paraissent légitimes. Certains points mériteraient d'être éclaircis, notamment la reconnaissance des maladies liées à l'amiante – je pense notamment au cas d'un fumeur atteint d'un cancer du poumon, et qui a par ailleurs travaillé dans un lieu contaminé par l'amiante : le lien de cause à effet ne doit pas toujours être évident.

Nous soutenons en tout cas votre souhait de poursuivre les travaux autour d'une table ronde, et nous estimons qu'effectivement les Régions doivent adopter un plan amiante.

Comme vous le suggérez, la priorité devrait porter sur les crèches et établissements scolaires. Mais pour l'ensemble des établissements publics, il faut un cadastre précis, un budget et une méthode d'intervention. Je demande aux responsables de nos programmes wallon et bruxellois d'en tenir compte dans leurs engagements respectifs.

En restant à votre écoute, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Olivier Maingain

Réponse du CDH, le 22 mai

Chère Madame, Cher Monsieur,

Votre courrier daté du 7 mai 2019 relatif à l'objet sous rubrique m'est bien parvenu et a retenu ma meilleure attention.

Nous avons bien reçu votre Mémoire pour les élections 2019 et celui-ci a retenu toute notre attention.

Nous rejoignons complètement plusieurs priorités que vous avez identifiées et avons déjà eu l'occasion de les défendre lors de cette législature-ci.

Ainsi, dans le cadre du travail parlementaire, Catherine Fonck, cheffe du groupe cdH à la Chambre des Représentants et membre de la Commission Santé publique a contribué activement aux avancées obtenues en avril dernier en faveur des victimes de l'amiante, telles que l'élargissement de la liste des maladies indemnifiables au cancer du poumon et au cancer du larynx, l'octroi d'un capital supplémentaire de 10 000 euros pour les victimes de mésothéliome, la création d'une indemnité de frais funéraires de 1000 euros, l'adaptation du délai de prescription pour tenir compte des longs délais de latence des maladies liées à l'amiante ainsi qu'une meilleure transmission des dossiers médicaux.

Nous poursuivrons notre investissement dans ce dossier lors de la prochaine législature afin d'obtenir les avancées qui n'ont pas été possibles cette année, telles que notamment l'élargissement de la liste des maladies indemnifiables au cancer de l'ovaire et la suppression de l'immunité civile.

Le cdH souhaite aussi que le vaste plan de rénovation des bâtiments scolaires soit poursuivi et accéléré, avec le soutien des Régions et de l'Etat fédéral. Cela permettra également de résorber

le plus rapidement possible les situations d'amiante qui peuvent encore se présenter dans ces bâtiments.

Sachez que nous continuerons notre action en faveur des victimes de l'amiante et en vue d'éviter de nouvelles victimes de l'amiante.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie de croire, chère Madame, cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Maxime Prévot, Président

Réponse d'ECOLO le 23 mai

Madame, Monsieur,

Nous avons bien reçu et lu avec grand intérêt le cahier de proposition que vous avez communiqué.

Nous tenons à nous excuser pour le retard de notre réponse; les semaines sont denses et nous travaillons à petite équipe.

Vous le savez, ECOLO se bat à vos côtés depuis 15 ans.

Pour rappel, nous avons, déposé une Proposition de Loi instituant un Fond d'indemnisation qui a poussé le Gouvernement et le Parlement fédéral à créer ce Fond fin 2006, avec entrée en fonction en avril 2007.

Malheureusement, le dispositif en vigueur ne rencontrait pas toutes nos préoccupations.

Dès lors, toujours avec ABEVA, ainsi qu'avec le collectif CSC-amiante, nous avons poursuivi le combat pour élargir le nombre de maladies nécessitant une indemnisation, ainsi que pour donner accès rapidement et sous forme de capital, à une partie de l'indemnisation, aux victimes atteintes de maladie mortelle due à l'amiante. A vos côtés, nous avons continué à revendiquer que le délai de prescription soit suffisamment long et ne démarre qu'après le diagnostic et non après la période d'exposition à l'amiante et pour que la possibilité d'ester en justice, même en cas de demande d'intervention du Fond amiante, soit permise. Nous demandons également la mise en place d'un numéro vert.

A force de persévérance, des avancées ont été arrachées en avril dernier, juste avant la dissolution des chambres

- extension de la reconnaissance des cancers du larynx et des poumons, comme maladie liée à l'amiante et nécessitant une indemnisation. Mais malheureusement, refus de cette reconnaissance, en ce qui concerne le cancer des ovaires : il faudra donc redéposer des textes et poursuivre le combat

- délai de prescription débutant à partir du diagnostic

- versement, sous forme d'un capital de la moitié de l'indemnisation

Par contre, nous regrettons, comme vous, qu' aucune avancée concernant la possibilité d'ester en justice n'a été possible et que le numéro vert n'ait pas été accepté. Nous reviendrons donc avec de nouvelles propositions après les élections tant au niveau fédéral que régional car nous partageons tous, vos constats et toutes vos propositions d'action.

Au niveau régional, ECOLO avait réclamé des "audits amiante" à l'occasion de vente des maisons mais, nous n'avions pas été suivis. Nous réitérerons cette proposition car, vous avez raison, des aides doivent être apportées pour repérer la présence d'amiante et pour savoir quelle mesure de protection est la plus adéquate.

Nous continuerons également à réclamer des politiques pro actives d'inventaires. Ceux-ci devraient par ailleurs, être déjà réalisés dans tous les bâtiments publics. En commençant, en priorité, aux bâtiments accueillant des enfants et des jeunes, comme vous le stipulez dans votre memorandum. Nous réclamerons aussi des politiques de gestion des déchets adaptées aux risques et aux besoins des citoyens trop souvent ignorants de ce qu'est l'amiante ou trop souvent confrontés à des modalités inadéquates.

Au niveau fédéral, nous continuerons à lutter pour élargir la prise en charge de toutes les maladies liées à l'exposition à l'amiante, pour le droit d'ester en justice complémentirement au recours à l'AFA, pour la création d'un numéro vert, pour la diffusion d'informations et de formations en vue de la protection contre l'amiante dans le secteur de la construction.

Nous vous rejoignons, également, sur la nécessité d'agir de manière proactive au sein des infrastructures de la SNCB et de la Défense, où l'amiante a été utilisée en masse sans être enlevée partout.

L'immunité des pollueurs est insupportable et nous devons trouver des moyens contraignants pour leur faire assumer leurs responsabilités. Un travail juridique plus approfondi devra sans doute être réalisé avec vous et des spécialistes en droit.

Les travailleurs de la construction sont les premiers à devoir être mieux informés et protégés, avec une attention particulière aux indépendants qui ignorent souvent l'existence de l'AFA et la possibilité qu'ils possèdent d'y faire appel en tant qu' indépendant.

Concrètement, nous reprendrons contact avec l'ABEVA et avec la "cellule CSC-amiante" pour finaliser ces propositions et mesures à prendre, vu votre connaissance intense du sujet et votre expertise.

Nous savons que comme toujours, vous répondrez positivement mais, nous sommes bien conscients également, qu'il y a obligation d'honnêteté et d'efficacité vis-à-vis des victimes de l'amiante de la part des acteurs politiques dont nous sommes.

Nous vous présentons, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

ECOLO

Antwoord van het Sp.a 24 mei

MEMORANDUM VAN DE ABEVA AAN DE POLITIEKE PARTIJEN, VOOR DE VERKIEZINGEN VAN 26 MEI 2019

De partijen en hun kandidaten zullen hieronder de voorstellen van ABEVA vinden. De vereniging hoopt op deze verschillende punten antwoorden en meningen te ontvangen van de alle partijen.

1. De compensatie van de schade geleden door de slachtoffers

De eerste doelstelling van de ABEVA was en blijft de verbetering van het lot van de asbestpatiënten. Ondanks de recente duidelijke verbeteringen in de AFA- tegemoetkoming, dat door de Kamer werden goedgekeurd en door de ABEVA zijn geprezen, zijn er nog verschillende problemen op te lossen.

1.1 Identificeren van de slachtoffers, hun beroepssectoren, hun werkplaatsen, hun beroepen, en de betroffen locaties van blootstelling aan asbest

De statistieken van de AFA en het FEDRIS moeten tot een betere kennis van de beroepssectoren, bedrijven, werkplaatsen, en het leefmilieu van de slachtoffers leiden. Zo zullen de risico's beter opgespoord worden . We moeten stoppen met de stilzwijgende onwetenschap van de situatie binnen twee grote sectoren: het leger en de NMBS , die grote hoeveelheden asbest hebben gebruikt.

Sp.a opmerking:

De beroepssectoren, bedrijven, werkplaatsen en verontreinigd leefmilieu zijn grotendeels bekend. Helaas vond asbestblootstelling gezien het enorme aantal toepassingen vrijwel overal plaats, van kelders van woningen tot garagewerkplaatsen, ziekenhuizen, theaters, etc. Dat is overigens de reden waarom men nooit de asbestblootstelling moet aantonen bij AFA voor de erkenning van longvlieskanker wanneer men ooit in een voldoende ver verleden in België heeft gewoond of gewerkt. Het leger, NMBS, scheepsbouw, brandweer etc zijn gekende plaatsen van blootstelling. Het is dus zeker niet een kwestie van "stilzwijgende onwetendheid". Het is een kwestie van correct toezicht door de inspectiediensten, zowel Toezicht Welzijn op het Werk als Leefmilieu. Het wettelijk kader en de bevoegdheden inzake asbest-ruiming zijn er. Maar de korpsen moeten ook de middelen krijgen om de naleving daarvan te kunnen afdwingen.

1.2 Met verbetering van de AFA verder gaan

- bredere lijst van ziekten : alle ziekten veroorzaakt door asbest moeten erkend worden, met voldoende bewijzen.

Opmerking Sp.a

Dankzij een recente wet werd de regelgeving - terecht - een stuk verbeterd. Eigenlijk is het onkies dat de partijen die initieel wetsvoorstellen tot aanpassing van de regelgeving op het asbestfonds - in 2007 geïnstalleerd door toenmalig minister van Werk Peter Vanvelthoven - hadden ingediend, een wet (zie bijlage) die unaniem werd goedgekeurd in het parlement exclusief aan zichzelf toeschrijven. Maar wat voor ons telt, zijn de verbeteringen aan het lot van de slachtoffers van deze vreselijke aandoeningen die deze wet aanbrengt. Temeer daar de unaniem goedgekeurde wet een aantal aanpassingen bevat die door onze fractie werden voorgesteld en hernomen. En die niet in de basiswetsvoorstellen zaten.

We denken dan aan:

- *een soepelere besteding van het budget voor preventie- en begeleidingsprojecten en voldoende middelen daarvoor;*
 - *een versnelde toekenning van de vergoeding, namelijk vanaf de vaststelling van de aandoening (met een maximum van vier maanden voor de aanvraag) ipv vanaf de erkenning door het AFA;*
 - *de toekenning van een bijkomend forfaitair bedrag - onmiddellijk onder de vorm van een eenmalig kapitaal op het moment van de erkenning - voor de slachtoffers van mesotheliomkanker;*
 - *de invoering van een vergoeding voor begrafeniskosten voor omgevingslachtoffers ; (zoals voor beroepsslachtoffers)*
 - *een duidelijke omschrijving waardoor ook omgevingslachtoffers van longkanker en larynxkanker onder dezelfde voorwaarden als beroepsslachtoffers worden vergoed.*
- Als het van mevrouw Van Peel had afgehangen waren deze concrete verbeteringen er niet gekomen omdat haar enige fixatie en breekpunt was de afschaffing van de immunitetsregeling. Daar hebben wij ons (met andere partijen) tegen verzet omdat we ervan overtuigd zijn dat, dit het historisch compromis (en vooral de financiering) uit 2007 zou onderuithalen. Wij proberen dat te duiden in bijgevoegd document.*
- Wij zijn graag bereid om - in overleg met de organisaties van de slachtoffers en met Fedris en het AFA te bekijken hoe eventuele bijkomende kankervormen (bv. eierstokkanker) kunnen vergoed worden mits de band met asbestblootstelling is aangetoond. De wetenschappelijke criteria die Fedris (voor de beroepsgerelateerde aandoeningen) en AFA hierbij hanteren moeten steeds beantwoorden aan de meest actuele nationale en internationale wetenschappelijke inzichten. Wat ons betreft zou het bijvoorbeeld nuttig zijn dat deze instanties een jaarlijks verslag uitbrengen aan de Commissie Sociale Zaken van het Parlement om dat te staven.*

- Alle artsen en specialisten, evenals ziekenhuisdiensten, moeten juist geïnformeerd worden over het bestaan en de regels van AFA.

Sp.a :

Dat is een inspanning die inderdaad constant moet herhaald en geïntensifieerd worden.

1.2 De kwestie van de immuniteit van de vervuiler

De aangeboden vergoedingen door Fedris en AFA blijven lager dan de compensatie die in een civiele procedure voor de rechtbank (misschien) verleend kunnen worden, een keuze die de slachtoffers nu wordt ontzegd.

Sp.a :

De zaak Jonckheere heeft aangetoond dat het eerder onwaarschijnlijk is dat de bedragen hoger zullen zijn indien een slachtoffer naar de rechtbank gaat (25.000 euro in beroep en daarvan moeten advocatenkosten afgetrokken worden).

ABEVA is bewust van de voordelen van een snel en eenvoudig vergoedingssysteem: het vermijdt langdurige, onvoorspelbare, kostbare en belastende gerechtelijke procedures voor gezinnen. Het vermijdt een bewijslast die slachtoffers moeilijk kunnen dragen wanneer de herkomst van blootstelling aan asbest moeilijk traceerbaar is of wanneer de vervuiler niet meer bestaat.

Sp.a:

Die bewijslast zal ook moeilijk zijn wanneer er een ‘overwegende’ blootstelling is, omdat er ook vele andere blootstellingen zijn omwille van de talrijke toepassingen van asbest. Wat doet men overigens met mensen die bij Johns Manville hebben gewerkt in de Kempen? Dat Amerikaanse bedrijf bestaat niet meer, allicht om aan schadeclaims te ontsnappen in de USA. Zoals gezegd proberen wij ons standpunt daarover te duiden en verantwoorden in bijgevoegd document.

De Abeva roept politieke partijen op om een oplossing te zoeken die het volgende terzelfdertijd mogelijk maakt:

- uitbreiding van de mogelijke uitzonderingen op de noodzaak om de opzettelijke fout te bewijzen, voor de slachtoffers die onder FEDRIS vallen;

Sp.a: Zie hierboven

- voor de andere slachtoffers van asbest die dat wensen, de mogelijkheid scheppen een aanvraag tot civiele schadevergoeding in te dienen, zonder de vergoeding van de AFA te verliezen;

Sp.a

Wij vrezen dat, dat zou resulteren in het afschaffen van het AFA en het vervangen ervan door individuele schadeclaims, en indien dat niet zo zou zijn: op het gebruiken van de vergoedingen van het asbestfonds om advocaten te betalen en nadien met een mogelijks lager bedrag of géén vergoeding te eindigen.

- AFA een actieve rol te laten spelen in deze procedures, om een zware last voor de slachtoffers en hun families te voorkomen;

- De permanente financiering van AFA door bedrijven en staat te waarborgen.

Sp.a :

Wij denken dat de wet terzake wel de nodige waarborgen biedt, maar indien er ongerustheid daarover zou bestaan, zijn wij uiteraard graag bereid tot een gesprek.

Abeva stelt panelvergaderingen voor om over dit thema organiseren, om deze mogelijkheden uit te werken, met alle belanghebbenden uit verschillende bevoegheden (sociale partners, sociale organisaties, instellingen, universiteiten, verenigingen, enz.)

2. Preventie tegen nieuwe blootstellingen:

Principe: er zijn nog steeds aanzienlijke hoeveelheden asbest in onze omgeving, min of meer schadelijk, afhankelijk van het type van asbest en product, en afhankelijk van de plek: privé of openbaar, met veel of weinig bezoek. Het doel is een uiteindelijke verwijdering en het gebruik van effectieve en veilige alternatieven. We moeten prioriteiten vooropstellen, want alles kan niet terzelfdertijd gedaan worden, op risico van een ongecontroleerde, gevaarlijke, slecht uitgevoerde en contraproductieve asbestverwijdering.

Spa:

Zie hierboven onze visie over voldoende omkadering van de inspectiediensten die moeten toezien op de correcte uitvoering.

2.1 De prioriteiten moeten nu aan scholen en andere onderwijsinstellingen gegeven worden. In dit opzicht hebben we nodig:

- een duidelijk overzicht van de situatie van alle onderwijsinstellingen te hebben: zijn er overall inventarissen? Hoe ernstig is de situatie? Wat is er al gedaan? Wat moet er nog gebeuren? Na de installatie van de nieuwe regeringen zou het ideaal zijn dat zulke verslagen binnen de zes maanden afgerond zijn.

Sp.a

Reglementair moet elke school een asbestinventaris hebben. Indien niet, zijn ze in overtreding. Maar uiteraard zijn wij weer vragende partij om jullie inzichten over mogelijke verbeterpunten te kennen. Hoe ziet ABEVA dat?

- overzicht van budgetten die tot nu toe zijn uitgegeven, en inschatting opmaken voor de toekomst. Hoe dit te financieren als het te duur blijkt te zijn?

Sp.a: We zijn het erover eens dat iedere voogdijoverheid van departementen met infrastructuur die nog steeds bezoedeld is dringend een actieplan (met budgettering) moet opstellen over de noodzakelijke verwijdering en renovatie.

- hoe kunnen alle actoren van de school, inclusief ouderverenigingen, worden betrokken bij het beheer van het probleem? Door ze te betrekken.

- Informatievereisten moeten worden gerespecteerd en herhaald. Een goed beheerde en transparante situatie zal minder snel leiden tot onnodige angst en paniek.

Sp.a:

Inderdaad.

2.2 Zonder andere openbare instellingen te verwaarlozen.

Dezelfde transparantie en vergelijkbare actieplannen moeten worden toegepast aan andere openbare gebouwen en openbare infrastructuren, zoals bijvoorbeeld ziekenhuizen, enz...

Voor bijna alle ziekenhuizen zou dat ondertussen - gelukkig - moeten gebeurd zijn. Maar zoals gezegd moeten alle departementen een plan opstellen op basis van hun geactualiseerde asbestinventaris.

2.3 De privé onroerend goed

- Een asbest-registratie certificaat in geval van verkoop zou voor al het land noodzakelijk zijn (bestaat reeds in Vlaanderen) Voor professionele gebouwen en voor de bedrijven is dat reeds verplichtbaar. Voor particuliere woningen moet dit nog worden gedaan. Het opleggen van een dergelijke inventaris in geval van verkoop zal geleidelijk leiden tot een kennis van de mogelijke asbest aanwezigheid door hun eigenaars, verkopers en aankopers.

Sp.a: Zeer juist.

2.4 Controle en realisatie van asbestverwijdering

De inventarissen en - vooral - de asbestverwijderingwerken hebben uiteraard een prijs, dat kan hoog zijn. De beheersing van deze kosten en van de mogelijke misstanden, die elders al op de markt voor asbestverwijdering zijn opgemerkt, vereisen een sterke regulering en interventie door de overheid.

Enkele suggesties:

- een openbare inventarisdienst moet worden gecreëerd met goedkope interventies. Het moet

worden ondersteund door een laboratorium, ook openbaar of onder toezicht van de overheid. (*Sp.a: Deze labo's onder toezicht van de overheid bestaan*). Goedgekeurde private bedrijven blijven uiteraard bevoegd om inventarissen te maken.

- De asbestverwijderingsbedrijven moeten beter worden gecontroleerd, om misbruik en prijsafspraken te voorkomen. Het departement Economische Zaken moet daar inderdaad een rol opnemen. De diensten van de regio's, die verantwoordelijk zijn voor de vergunningen, de controle op de gunning van opdrachten en hun goede en wettelijke uitvoering, moeten met meer personeel werken.

Sp.a: Wij denken eerder aan meer en voldoende inspecteurs te hebben die de asbestbedrijven controleren op het preventief correcte (beschermende) uitvoering (zie hierboven).

- Referentieschaalprijzen moeten worden vastgesteld en gerespecteerd.

- Voor kleine interventies in het privé-vastgoed moeten regio's rekening houden met de kosten

dat de mensen proberen te vermijden, met het risico van gevaarlijke ongecontroleerde manipulaties. Ze moeten aan de inwoners verschillende mogelijkheden bieden:

° goedkope inventarissen (zie hierboven)

° de verstrekking van veiligheidsuitrusting en instructies om het klein huishoudelijk asbestverwijderingswerk te vergemakkelijken, die niet van belang zijn voor asbestverwijderingsbedrijven of die erg duur kunnen zijn voor particulieren.

(voorbeeld: Voor leien en golfplaten, plantenbakken, enz ... zijn de gevaren zeer beperkt als ze niet verslechterd zijn en de personen ze zelf hanteren. Voor het spuitasbest moet men met professionelen werken. Voor de gips en gemengd asbest dat rond verwarmingsbuizen zijn, men moet voorzichtig zijn. Oplossing te vinden.

° Een oplossing kan ook worden gevonden in hergroeperingen, om te proberen de prijzen te verlagen. Gemeenten kunnen lijsten opstellen van personen die in asbestverwijdering geïnteresseerd zijn en gezamenlijke aanboden lanceren. Asbestverwijdering professionelen kunnen geïnteresseerd zijn. Er zijn platforms in het Vlaamse Gewest. Bv:

<https://groepsaankoop.be/asbestverwijderen/>.

° Een "facilitator" zou kunnen naar personen te gaan die daarom verzoeken en geven hun

advies over het beheer van hun asbest.

3. Het afval

- Een afbreekbaar asbesthoudend afvalnetwerk moet worden opgezet, dat nu nog niet bestaat (geen mogelijk storting in containerparken).

Sp.a: Wij zijn bereid om aan het departement Leefmilieu de opdracht te geven om op basis van de beschikbare kennis en technische mogelijkheden daarvoor een actieplan uit te werken.

- Alle de Gewesten zouden moeten containers voor asbestcementafval ter beschikking van de bevolking maken, met aangepaste verpakking die de mensen niet dwingen om zijn asbest in stukken te breken om in te kleine zakken te passen. Of organiseren van een systeem voor het verzamelen van de asbestcement afval (zakken met de juiste afmetingen + kits met aangepaste beschermenigsuitrustingen en raden en regels voor de bescherming te volgen) om mensen om hun asbestcement materialen zelf te verwijderen, en ook dit dienst te roepen als ze niet aangepaste vervoermiddel hebben,

Sp.a: Dit lijkt ons een piste die toch gevaren kan inhouden in de zin dat er een verkeerd signal zou kunnen zijn over de 'trivialiteit' van de gevaren van asbest(verwijdering). Zonder goede opleiding is er geen correcte asbestverwijdering. Een 'kit' (als die al zou bestaan) lijkt ons te 'laagdrempelig'

4. "Groen" belnummer

Een gratis "groen oproepnummer" aanmaken dat iedereen kan bellen, die informatie over asbest wens. Bevoegde personeel zouden kunnen daar geven een eerste antwoord op de vragen en wijzen vervolgens naar de bevoegde instantie op basis van de vraag.

5. Wat de medische kant betreft, vereenvoudiging van procedures en referentiecentra
- Abeva is op de hoogte van administratieve problemen bij het verwerken van vergoedingaanvragen.

Sp.a: Indien deze kunnen 'geïnterpreteerd' worden, zouden wij dankbaar zijn om daarover (samen met ABEVA) in gesprek te gaan met Fedris/AFA om die knelpunten weg te werken. Want als die er zijn, is dat onverantwoord.

Ook op dit gebied suggereert de Abeva dat referentiepersonen binnen de AFA op vaste uren en dagen, kunnen worden gebeld om vragen te antwoorden met betrekking tot de schadevergoedingdossiers en de verzoeken van slachtoffers om follow-up.

- Al meerdere jaren vraagt Abeva om erkenning van referentiecentra voor de behandeling van asbestziekten, zodat alle slachtoffers de beste behandelingen krijgen, die ten gunste van slachtoffers van al het land beschikbaar zijn.

- Onderzoek in immunotherapie moet worden aangemoedigd.

Sp.a: Zeer zeker.

ABEVA: Sp.A heeft ook ons het volgende tekst van Meryame Kitir Lijsttrekker sp.a Limburg voor het federaal parlement, gestuurd. Een opinie in de pers verschenen, met een kristische standpunt tegenover ValerieVan Peel, NVA :

Beste Valerie Van Peel,

U zou moeten weten dat perfectie de vijand van het goede is.

Thomas Vanderveken vertelde er begin januari 2017 openlijk op de radio over: de lijdensweg van zijn vader, die stierf aan longvlieskanker, veroorzaakt door asbest. Maar nog meer was Vanderveken toen al verontwaardigd dat op heel veel plaatsen in de wereld nog op grote schaal asbest wordt gebruikt, alsof het niets is. Nochtans weten we al heel lang wat de gruwelijke risico's van dit goedje zijn.

Het cynische is dat het tot veertig jaar kan duren voor je ziek wordt. En eens het zo ver is, kun je snel of heel snel sterven. Het asbestverhaal - ook hier bij ons met bedrijven als Eternit - is één van de schandelijkste illustraties van een grootschalige leugen ten dienste van geldgewin voor bedrijfseigenaars en hun aandeelhouders. Dan gaat het van verzwijgen van risico's tot fake wetenschap betaald om diezelfde risico's te ontkennen of te minimaliseren. In 2007 werd daarom het Asbestfonds uit de grond gestampt, gefinancierd door bedrijven en de overheid, om slachtoffers te vergoeden. Bij uitstek is het Asbestfonds een collectieve

boetedoening voor wat is fout gelopen in het verleden. Het maakt ook een pak makkelijker voor slachtoffers om recht te doen geschieden, want begin maar eens individueel in de rechtbank te bewijzen dat - na al die jaren wanneer de ziekte plots opduikt - het die ene werkgever was die schuld treft. Om een beroep te doen op dat Asbestfonds hoef je als slachtoffer bovendien niet meer te bewijzen waar je de ziekte opliep, en dus wiens directe schuld het is. Dat is ook niet simpel als je weet dat asbest talloze toepassingen had, zoals in isolatie voor leidingen, maar ook voor golfplaten en zelfs remvoeringen voor auto's. De keerzijde van de medaille is dat bedrijven - die mee dat fonds spijzen - immuniteit krijgen. Anders gezegd: eens je een schadevergoeding gekregen hebt, zie je af van een juridische procedure.

Precies die immuniteit voor bedrijven die schuld bekennen, wilde N-VA, bij monde van Valerie Van Peel, deze week graag opheffen. Dat klinkt leuk en rechtvaardig op het eerste gezicht, iets wat ook ons socialisten als muziek in de oren zou moeten klinken, maar dat is het allerm minst. Zo'n regeling zou het huidige solidair evenwicht immers doen wankelen, en op termijn zelfs teniet doen.

Want als ze weten dat ze individueel aangeklaagd kunnen worden, zullen bedrijven stoppen met centen te storten in dat fonds. De vraag is wie daar precies beter van wordt, behalve enkelingen die het geld hebben om zich een ellendig lange juridische procedure én dure advocaten te veroorloven.

Bovendien zou de bewijslast dan weer helemaal bij het slachtoffer liggen, wat de uitkomst op een uiteindelijke vergoeding onzeker maakt.

Het zou de weg weer vrij maken voor een systeem op zijn Amerikaans, waarin alleen wie rijk genoeg is zijn buit binnenhaalt en een verpletterende meerderheid van de slachtoffers in de kou blijft staan.

Wat Van Peel zo graag wilde, is er niet doorgekomen. Met reden dus. Sterker nog, dankzij onze inspanningen en die van andere partijen in het parlement werd de huidige wet op het Asbestfonds donderdag uitgebreid met extra aandoeningen en werden vergoedingen voor de slachtoffers - terecht - aanzienlijk verhoogd.

Precies omdat het iedereen kan overkomen die tijdens zijn of haar loopbaan blootgesteld is aan asbest, dragen én bedrijven én overheid samen bij tot een sociaal systeem dat elk van hen

individueel verzekert. Tot dat inzicht kwamen we samen, lang geleden al, omdat alleen zoiets rechtvaardig is. Het siert Van Peel dat ze met haar voorstel tot de perfectie wilde komen.

Maar zoals Voltaire het al schreef meer dan 200 jaar geleden: perfectie is de vijand van het goede.

Meryame Kitir

Lijsttrekker sp.a Limburg voor het federaal parlement

